



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 91 du 12 mai 2019

Au sommaire :

- **Ne soyons pas les otages d'une politique militariste impérialiste qui entretient le terrorisme**
- **Venezuela, luttes de pouvoir et jeu des grandes puissances, la nécessaire indépendance des travailleurs**
Mónica Casanova

Ne soyons pas les otages d'une politique militariste impérialiste qui entretient le terrorisme

Quatre otages, dont deux touristes français disparus depuis le 1^{er} mai alors qu'ils étaient dans le nord du Bénin dans une zone de toute évidence « à risques majeurs », ont été libérés par un commando militaire français dans la nuit de jeudi à vendredi au nord du Burkina Faso. Au cours de cette intervention, deux militaires membres des forces spéciales ont trouvé la mort. Cette opération militaire dont Macron a pris la décision devient une opération de politique intérieure. Deux semaines avant les élections européennes, Macron cherche à s'imposer face à Marine Le Pen comme dirigeant de la nation, patriote, à contraindre les partis institutionnels à soutenir sa décision et à rallier l'union nationale pour saluer la mémoire des deux soldats sacrifiés. Il cherche à utiliser l'émotion en sa faveur, pour justifier la politique de la France en Afrique.

Il a remercié les gouvernements béninois et burkinabé « pour leur parfaite coopération » et les a assurés « de l'entièr volonté de la France à les aider dans leur lutte contre le terrorisme au Sahel ». Comme si la France était au Sahel pour aider les populations !

La dite guerre contre le terrorisme justifie une politique qui n'a d'autre objectif que de perpétuer son influence en Afrique, de défendre son rôle sur la scène internationale au détriment de populations victimes pendant des décennies du colonialisme et aujourd'hui du pillage des multinationales, et intégrer les dictatures en place à sa politique, leur en faire partager les dépenses et le coût.

Mais ce déploiement militaire est bien impuissant à venir à bout du terrorisme qu'il engendre et entretient, comme le montre la situation en Afghanistan où la guerre dure depuis près de 40 ans, en Irak ou en Syrie, comme dans les pays du Sahel.

Trump, Macron and Co se réjouissaient, il y a peu, de la défaite de Daesh en Syrie et en Irak. Quelle victoire qui

a fait de ces pays des champs de ruines sans venir à bout du terrorisme qui puise ses forces dans la détresse des populations !

Le déploiement de moyens militaires ultrasophistiqués, dans lesquels sont engloutis des milliards pour le plus grand profit des marchands de canons, est bien incapable d'éradiquer le terrorisme face à des populations qui subissent l'arrogance des militaires et la dictature de régimes corrompus, qui gaspillent des milliards dans des politiques d'armement absurdes au lieu d'œuvrer à soulager la misère.

C'est bien une véritable guerre que l'armée française livre au Sahel avec la collaboration de l'ONU et des dictatures qu'elle soutient, qui participent au G5 Sahel, la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso. Elle s'y est engagée en janvier 2013. Depuis, le champ des opérations s'étend. Elle « ne s'arrêtera que le jour où il n'y aura plus de terroristes islamistes dans la région », prétendait Macron en mai 2017 à Gao, au lendemain de son élection. En réalité, une guerre sans fin qui vise à perpétuer la présence militaire de la France qui mène, comme partout, comme elle le fit au Rwanda, une politique trouble où se confondent lutte contre le terrorisme et lutte contre les rébellions.

L'armée française est au Sahel pour maintenir l'ordre des multinationales contre les populations.

Elle protège des dictatures et nourrit les racines sociales et politiques du terrorisme. Ce dernier ne pourra être vaincu que par une politique visant à la coopération des peuples pour mettre fin au pillage de l'Afrique par les multinationales comme aux pouvoirs qui les servent en Afrique comme ici. La paix ne pourra venir que de l'alliance des peuples et des travailleurs. Hors d'Afrique les troupes impérialistes !

Venezuela, luttes de pouvoir et jeu des grandes puissances, la nécessaire indépendance des travailleurs

Le 30 avril, le Venezuela a connu un nouvel épisode de la crise aiguë qu'il vit depuis l'élection contestée de Nicolás Maduro en 2018. Une base aérienne de Caracas a été prise par des militaires avec les principaux opposants au régime, Juan Guaidó et Leopoldo López. Un pas de plus dans la crise ouverte le 23 janvier lorsque Guaidó, obscur politicien arriviste libéral, se proclama président à la place de Maduro, avec l'aval des Etats-Unis.

Depuis, Trump, tout à sa démagogie réactionnaire, a aggravé les sanctions économiques contre le Venezuela déjà commencées par Obama au nom de la « démocratie ». Et ses alliés occidentaux se sont empressés de reconnaître Guaidó, dont Macron, qui justifie les ventes d'armes par la France à l'Arabie saoudite pour sa sinistre guerre contre le Yémen, outré par la toute-puissance de Maduro !

Leur attitude, les menaces d'intervention militaire de Trump aussi peu probable soit-elle, sont révélatrices des tensions entre les grandes puissances. La Russie vend et achète des armes au Venezuela et lui envoie du matériel militaire, Maduro se place sous sa protection. La Chine intervient de plus en plus dans l'économie vénézuélienne.

Les classes populaires endurent aujourd'hui la misère, des souffrances inouïes. Si un personnage comme Guaidó peut postuler au pouvoir, c'est bien que le régime de Maduro s'est déconsidéré et soulève la révolte de plus en plus de couches de la population.

Il n'y a jamais eu autant de gabegie conduisant à des coupures d'électricité monstrues, provoquant des morts dans les hôpitaux où il manque de tout. Beaucoup émigrent. Des 50 000 salariés de la principale compagnie publique d'électricité, il n'en reste que 30 000, souvent les plus âgés, avec du matériel insuffisant voire hors d'usage... Un syndicaliste chaviste, Elio Palacio, qui avait mis en garde contre la possibilité de ces coupures a été emprisonné pour « *diffusion de fausses informations semant la panique chez les citoyens* » !

L'inflation était de 1 370 000 % en janvier 2019 (contre 68 % en 2014), un record. Les salaires réels ont baissé de 95 %, la mortalité infantile a augmenté de 30 % en 2017, 3 millions de vénézuéliens ont émigré entre 2013 et 2018.

Le « processus bolivarien » qui avait fait, en 2005, du « *socialisme du XXI^{ème} siècle* » son slogan, un mythe et une mystification, apparaît crûment comme une impasse révélant la faillite du nationalisme et de ses limites anti-impérialistes.

Les luttes de pouvoir autour de la rente pétrolière, la faillite du chavisme et des illusions qu'il a entretenues, les tensions internationales qu'elles provoquent et révèlent nous imposent un retour en arrière critique du point de vue des travailleurs, les seuls à pouvoir apporter une réponse progressiste.

De la « révolution bolivarienne » à la bolibourgeoisie, en passant par les Missions...

C'est suite à la crise des années 80, aux émeutes de la faim de 1989 qu'Hugo Chávez, militaire d'origine modeste et indienne, prit fait et cause pour la révolte populaire et s'est fait connaître par une tentative de putsch en 1992 pour finir par être élu avec une forte popularité en 1998.

A la faveur de luttes et d'un cours du pétrole favorable, vont alors surgir plusieurs régimes nationalistes radicaux dits « progressistes » dans la région, dont le plus connu est celui encore en place d'Evo Morales en Bolivie.

La bourgeoisie la plus réactionnaire n'a jamais accepté Chávez et sa phraséologie révolutionnaire populiste, malgré son respect de la propriété privée et de la dette à payer, de l'indemnisation conséquente des multinationales pour la nationalisation du pétrole de PDVSA (qui datait de 1975), des facilités accordées aux Total, Chevron, Mitsubishi, Nestlé et leurs filiales. Malgré les diatribes anti-USA de Chávez et Maduro, c'est leur premier partenaire commercial et 40 % de leur pétrole y est exporté.

Cette bourgeoisie-là a tenté de renverser Chávez par un coup d'Etat en 2002 au cours duquel le président de l'équivalent du Medef vénézuélien a gouverné 48 heures avant que le peuple ne ramène Chávez libéré de prison. Il se proclama alors « socialiste », un crucifix à la main...

Puis il lança, en y consacrant 7 % de la rente pétrolière, des Misiones, campagnes d'alphanétisation, de soins aux plus pauvres, avec l'aide de nombreux médecins cubains. Il créa son parti qu'il dirigea jusqu'à sa mort, le PSUV (Parti Socialiste Unifié du Venezuela) et créa avec Cuba, la Bolivie, entre autres, l'ALBA, accord pour un « *ordre international multicentrique et pluripolaire* », opposé à la mainmise des USA dans la région.

Chávez a placé à la tête des sociétés, en plus de proches, de nombreux militaires qui se sont servis les premiers. En haut de l'appareil de l'Etat et de l'armée, la corruption s'est développée, créant une bourgeoisie issue du régime appelée la « *bolibourgeoisie* ». Son pillage de l'économie va se traduire par de successives dévaluations de la monnaie, le bolívar, avec d'énormes hausses des prix et une politique ouvertement anti-ouvrière.

Avec la crise de 2008, la manne pétrolière se tarit. Les travailleurs, comme ceux de l'usine sidérurgique Sidor, ont exigé des augmentations de salaires, de vrais contrats. Ils ont été réprimés, traités de « *privilégiés* », « *traîtres à la patrie* », des syndicalistes assassinés par des sbires du régime. Le dirigeant trotskiste Orlando Chirino, coordinateur du syndicat UNT (créé en opposition au syndicat CTV qui s'était allié aux putschistes de 2002), licencié de PDVSA en 2008, n'a toujours pas été réintégré.

A sa mort en 2013, Chávez confie le pouvoir à un fidèle du sérapé, Nicolás Maduro, qui n'avait ni son passé militaire ni sa popularité. Incapable de répondre aux revendications populaires de plus en plus pressantes, il connaît des échecs électoraux comme aux Législatives de 2015 qui donnent la majorité de l'Assemblée à la droite de la MUD. Face à celle-ci, Maduro convoque des élections pour une nouvelle Assemblée à sa botte. Il y a donc, depuis 2017, deux Assemblées dans le pays !

Maduro réprime violemment les manifestations (avec au moins 200 morts en 2017), tout en cédant de plus en plus de pouvoir à l'armée. Elle devient garante de son régime contesté de toutes parts.

Vers une politique indépendante de classe, internationaliste

La tentative de coup d'Etat du 30 avril a échoué parce que la population, quel que soit son rejet, son hostilité à Maduro, refuse de laisser le pouvoir entre les mains de la marionnette des USA, dans un pays où le Libérateur Simón Bolívar est un mythe bien vivant, comme au sein de l'armée. Cette dernière, qui a su pour le moment rester unie, pourrait bien représenter le compromis possible, ou plutôt l'arbitrage imposé aux deux camps politiques et sociaux avec la bénédiction plus ou moins contrainte des USA. Une issue pour la bourgeoisie qui se ferait contre les classes populaires.

Les illusions sur un « socialisme » venu d'en haut, d'un militaire charismatique, nationaliste et catholique cédant un peu de la rente pétrolière sous forme d'aides aux pauvres, tombent face à la rude réalité du marché capitaliste. Elles n'ont fait que désarmer les classes populaires, les travailleurs, qui se trouvent aujourd'hui enfermés dans une alternative dont ils sont les premières victimes : soutenir le dictateur Maduro et les intérêts qu'il représente au nom de la lutte contre « l'impérialisme » ou soutenir Guaidó et les intérêts qu'il représente au nom de la lutte pour la « démocratie »...

Pour les exploités, la classe ouvrière, sortir de ce piège est vital. Avec ceux de la région, ils ne peuvent compter que sur leur propre organisation, leur expérience de luttes pour imposer leurs revendications vitales : un plan d'urgence social et démocratique avec l'augmentation des salaires, le contrôle à 100 % du pétrole par un gouvernement des travailleurs sans multinationales ni entreprises mixtes, pour l'annulation de la dette... un pouvoir des travailleurs, internationaliste.

C'est en s'organisant avec une claire conscience de leurs intérêts de classe, autour d'une politique indépendante des grandes puissances et des différentes fractions de la bourgeoisie vénézuélienne et de son armée, qu'ils se mettront en meilleure position à la fois pour empêcher toute intervention étrangère et se battre contre Maduro ou l'armée qui en prendrait le relais.

Mónica Casanova